ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 1603)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 183

présenté par

Mme Bazin-Malgras, M. Le Fur, M. Portier, Mme Corneloup et Mme Sylvie Bonnet

ARTICLE 4

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

I. – Rédiger ainsi l'alinéa 8 :

« III. Il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation au profit des communes visant à indemniser les maires pour l'exercice des attributions visées à la sous-section 3 de la section 3 du chapitre II du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales. Un décret précise le montant de l'indemnité et les modalités d'application du présent IV. »

II. – En conséquence, compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes résultant pour l'État de la dotation versée aux communes prévue au III est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le maire a deux fonctions, dont l'une est d'être représentant de l'Etat dans sa commune. A ce titre, il organise les élections, gère l'état civil, etc.

Cette partie de sa mission, exercée au nom de l'Etat, doit être reconnue à part entière, en étant accompagnée par le versement d'une somme forfaitaire au maire, chaque mois.

Cette somme (500 euros pour tous les maires) serait financée par l'Etat et viendrait s'ajouter à l'indemnité de fonction que le maire reçoit au titre de sa qualité d'exécutif communal.